



Institut  
EGA

## **Iran-Arabie saoudite : normalisation en vue ? La Chine au centre du jeu**

*Michel Makinsky*

Directeur général d'Ageromys International et chercheur associé à l'Institut d'études de géopolitique appliquée

---

**Mars 2023**

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2023.

### **Comment citer cette publication :**

Michel Makinsky, *Iran-Arabie saoudite : normalisation en vue ? La Chine au centre du jeu*, Institut d'études de géopolitique appliquée, Paris, 20 mars 2023.

Institut d'études de géopolitique appliquée  
121 rue du Vieux Pont de Sèvres 92100 Boulogne-Billancourt  
Courriel : [secretariat@institut-ega.org](mailto:secretariat@institut-ega.org)  
Site internet : [www.institut-ega.org](http://www.institut-ega.org)



## **SOMMAIRE**

Introduction – P. 1

Une éclaircie urgente pour Téhéran – P. 4

Un éclairage sur les centres de décision iraniens – P. 6

Riyad tire les leçons de sa vulnérabilité et du fiasco yéménite – P. 6

La Chine entre en scène, se pose en maître du jeu et réhausse son statut – P. 7

Tests et dossiers régionaux – P. 8

Contrariété – P. 10

Les fruits de l'arbre ? – P. 14

Vendredi 10 mars 2023, un communiqué surprise conjoint<sup>1</sup> de Riyad, Pékin et Téhéran annonce la conclusion d'un accord en vue du rétablissement des relations diplomatiques entre l'Arabie saoudite et l'Iran, rompues en 2016 après la mise à sac de l'ambassade saoudienne à Téhéran. Elle faisait suite à l'exécution du religieux chiite Sheikh Nimr al-Nimr<sup>2</sup>. Les deux pays ont convenu de « rétablir leurs relations diplomatiques et de rouvrir leurs ambassades et missions dans un délai maximal de deux mois ». En outre, ils affirment « le respect de la souveraineté des États et la non-ingérence dans les affaires intérieures des États ». Cette formulation essentielle vise à éteindre un grief saoudien récurrent à l'encontre de l'Iran et c'est un gage donné par Téhéran. Ils se sont engagés à appliquer l'« accord de sécurité » conclu le 17 avril 2001 sous la présidence du réformateur Khatami, qui instaurait une coopération dans divers domaines : lutte contre le blanchiment d'argent, contre le terrorisme, le trafic de drogue (ce dernier point est un sujet sensible pour Riyad, avec l'explosion de la consommation du captagon<sup>3</sup>) et l'immigration. Ce texte représentait le plus haut degré de normalisation entre les deux pays, bien qu'il ne constitue pas un pacte de défense. Son contenu réel est resté confidentiel<sup>4</sup>. L'engagement de non-ingérence, de respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, que l'on retrouve dans le communiqué du 10 mars 2023, en était une disposition centrale. Ce dernier annonce aussi que les deux parties activeront « l'Accord général de coopération dans le domaine de l'économie, du commerce, de l'investissement, de la technologie, de la science, de la culture, des sports et de la jeunesse » de mai 1998, dont le champ<sup>5</sup> (déjà vaste !) a été ensuite étendu au transport, au tourisme ou encore à la coopération technique. Bien que les accords ne couvrent pas la défense, ils incluaient néanmoins une coopération en matière de renseignement et de sécurité.

Les deux accords précités, qui vont faire l'objet d'échanges de vues par les ministres des Affaires étrangères des deux pays, nécessiteront un travail conséquent de part et d'autre pour permettre leur entrée en

---

<sup>1</sup> Voir ci-après : [http://se.china-embassy.gov.cn/eng/zgxw\\_0/202303/t20230311\\_11039241.htm](http://se.china-embassy.gov.cn/eng/zgxw_0/202303/t20230311_11039241.htm)

<sup>2</sup> Une bonne synthèse sur cet épisode : [https://en.wikipedia.org/wiki/Execution\\_of\\_Nimr\\_al-Nimr](https://en.wikipedia.org/wiki/Execution_of_Nimr_al-Nimr)

<sup>3</sup> Une récente enquête à lire ci-après : <https://www.arabnews.com/KingdomVsCaptagon>. Bien que ce trafic implique Daech et les réseaux terroristes islamistes, des alliés de l'Iran, surtout la Syrie, sont mis en cause.

<sup>4</sup> Selon des sources proches des négociateurs, des clauses confidentielles précisent les engagements des deux parties : « celles-ci s'interdiront toute action déstabilisante dans le domaine sécuritaire, militaire, ou par voie de média. L'Arabie saoudite ne financera plus des organisations qualifiées de terroristes par l'Iran comme les Moudjahidines du Peuple (MEK), les groupes Kurdes opérant en Irak, ou les militants opérants à partir du Pakistan. L'Iran s'engage à ce que ses organisations alliées ne violent pas le territoire saoudien à partir de l'Irak (...) ». L'Iran assure que ses alliés ne lanceront pas de frappes comme celles qui ont touché les raffineries d'Aramco depuis l'Irak : Hasan Illaik, The hidden security clauses of the Iran-Saudi deal, The Cradle, 12 mars 2023. Disponible ici : <https://thecradle.co/article-view/22445/exclusive-the-hidden-security-clauses-of-the-iran-saudi-deal>

<sup>5</sup> Voir ci-après : Anthony H. Cordesman, Saudi Arabia and Iran, CSIS Center for Strategic and International Studies, Juin 2001. [https://csis-website-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/legacy\\_files/files/media/csis/pubs/saudi\\_iran.pdf](https://csis-website-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/legacy_files/files/media/csis/pubs/saudi_iran.pdf)

vigueur suivant les procédures propres à chacun<sup>6</sup>. Quelle est la portée de ce qui est peut-être le début d'un bouleversement régional ?

---

<sup>6</sup> Faris Almaari, Clarifying the Status of Previous Iran-Saudi Agreements, Policy Analysis, The Washington Institute for Near East Policy, 16 mars 2023. Disponible ici : <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/clarifying-status-previous-iran-saudi-agreements>

## I. Une éclaircie urgente pour Téhéran

La signature de ce compromis confirme que parvenir à une diminution des tensions avec Riyad (et plus largement avec l'ensemble de ses voisins) est une priorité<sup>7</sup> au moins aussi urgente (si ce n'est davantage) pour Téhéran que la conclusion d'un accord nucléaire. En effet, l'Iran traverse à la fois une crise économique et sociale qui s'est récemment accélérée avec la chute incontrôlée de la monnaie nationale et une crise politique partie d'une revendication sur le port du voile et qui s'est muée en une contestation du régime religieux traitée par une répression dont on ne voit pas la fin. Ces crises menacent non seulement la légitimité du clergé, mais perturbent grandement les scénarios de la succession du Guide, et l'avenir de l'actuel président. Leur bilan par rapport à leurs promesses de faire mieux que la présidence du modéré Rohani est mince. Le mécontentement est général. Or, Khamenei a dressé dans un important discours du 30 janvier 2023 un tableau alarmiste de l'économie iranienne qu'il attribue non seulement aux sanctions mais aussi à une mauvaise gestion. Ce détail inhabituel est paradoxal car au lieu des traditionnels propos triomphalistes sur la résilience de l'économie iranienne et les vertus de « l'économie de la résistance », c'est une critique de l'inefficacité d'Ebrahim Raïssi (qu'il a fait élire) et l'aveu implicite de sa propre responsabilité. En plaidant également pour plus de place au secteur privé (systématiquement défavorisé par rapport aux intérêts des Gardiens de la Révolution dont l'emprise sur l'économie du pays est démesurée), le Guide Suprême laisse comprendre que cette mainmise est désormais gênante pour lui et ses propres intérêts. Ce propos est sans doute aussi un message destiné notamment aux occidentaux. En effet, une relance rapide de la croissance est impossible sans une levée des sanctions même partielle (à laquelle s'opposent les Gardiens dont les juteux trafics et prébendes seraient contrariés) par un accord nucléaire même limité (*less for less*) permettant d'engranger quelques devises par des exportations et par la récupération d'avoirs gelés à l'extérieur. L'Iran a un besoin critique de devises (surtout euros). La visite à Téhéran du directeur général de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) Rafael Grossi, afin d'esquisser un « arrangement technique » en vue de relancer des inspections et une coopération avec l'AIEA n'aurait pu avoir lieu sans l'accord exprès du Guide. Cela constitue un signal. Un tel « arrangement » est l'indispensable préalable à toute négociation avec les occidentaux et confirme que l'Iran est contraint de chercher des accommodements, puis de rompre avec l'image d'un pays menaçant fauteur de nuisances et d'ingérences régionales et d'actions violentes. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Ali Bahadori Jahromi, a significativement reconnu (aveu inédit) que le

---

<sup>7</sup> « Nous considérons le développement des relations avec les pays voisins comme la priorité la plus importante et principale de notre politique étrangère », Ebrahim Raïssi, discours d'intronisation, 5 août 2021. Disponible ici : <https://president.ir/en/130300> Les problèmes économiques iraniens sont un des motifs poussant Téhéran à rechercher une détente régionale. Disponible ici : <https://www.mei.edu/publications/irans-regional-agenda-and-call-detente-gulf-states>. Voir aussi : <https://iranprimer.usip.org/blog/2021/sep/22/raisi%E2%80%99s-first-steps-foreign-policy>

rétablissement des relations avec l'Arabie saoudite corrige « une faute stratégique »<sup>8</sup>.

On aurait tort de négliger les perspectives ouvertes par l'accord de 1998. S'il est vraiment appliqué (ce qui n'est pas certain) il pourrait entraîner non seulement un développement des échanges commerciaux, mais aussi des investissements et financements saoudiens plus que bienvenus<sup>9</sup>. Il est probable que la communauté des affaires des deux pays nourrit des ambitions à cet égard. Il faudra toutefois tenir compte des obstacles posés par les sanctions américaines et ceci devra sans doute nécessiter des négociations particulières avec Washington. L'Irak<sup>10</sup> pourrait donner matière à des projets convergents. L'économie iranienne pourrait alors retrouver quelques couleurs. L'Arabie saoudite étant peu soucieuse des conditions démocratiques, le muselage de l'opposition iranienne n'est pas pour elle un souci majeur tant qu'il n'entraîne pas de contagion déstabilisatrice. L'annonce de cet accord a déclenché en Iran un changement notable du discours des conservateurs à l'égard de l'Arabie saoudite. Alors qu'ils ne cessaient de blâmer le royaume et la dynastie au pouvoir, les pouvoirs publics et les médias proches du gouvernement se sont abondamment félicités de ce tournant<sup>11</sup>. Il est intéressant de noter qu'un certain nombre de médias conservateurs ainsi que ceux qui sont liés aux Gardiens de la Révolution, mettent en avant que le succès diplomatique qui vient d'être obtenu est une victoire des militaires. Ils évoquent une « diplomatie de terrain »<sup>12</sup> (à l'image d'un champ de bataille). Ils rappellent qu'Ali Shamkhani est avant tout un officier. Un autre porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Nasser Kanaani, proclame que le général Soleimani (éliminé par les Américains) a été « l'architecte de la restauration des relations avec l'Arabie saoudite »<sup>13</sup>. Il est vrai que l'ancien général commandant la Force al-Qods (les forces spéciales iraniennes) a été tué alors qu'il se rendait à une rencontre de négociations pour une détente avec Riyad sous une médiation irakienne. Soleimani était en effet considéré comme un stratège, bien au-delà d'un simple officier. Cette mise en avant du pouvoir militaire est destinée à

---

<sup>8</sup> Iran-Saudi Truce Corrects Tehran's Strategic Mistake: Spokesman, Iran International, 15 mars 2023.

<sup>9</sup> Le ministre saoudien de l'économie, Mohammad al-Jadaan, a déclaré le 15 mars qu'à la suite de l'accord intervenu, l'Arabie saoudite pourrait « très vite » investir en Iran et que rien n'empêchera l'Iran de faire de même. Il a souligné qu'il existe un grand potentiel, Saudi Arabia could invest in Iran 'very quickly' after agreement-minister, Reuters, 15 mars 2023.

<sup>10</sup> En autorisant l'Irak à libérer \$500 millions d'avoirs bloqués afin de permettre à Bagdad d'importer des marchandises et matières premières iraniennes non soumises à sanctions, Washington ménage le précieux partenaire irakien, US Allows Iraq to Release \$500m to Iran, Iraq-business news, 12 mars 2023.

<sup>11</sup> Among Iran's conservatives, warming with Saudi Arabia indicates rhetorical shift, Amwaj.media, 13 mars 2023.

<sup>12</sup> Cette expression reflète la rivalité entre le ministère des Affaires étrangères et les Gardiens dans la conduite de la politique extérieure. On se souvient de la lutte âpre qui les a opposés à Zarif qui défendait la prééminence de son administration contre les ingérences des pasdarans dans les grands dossiers. Les Gardiens ont pris l'avantage dès l'arrivée de Raïssi. Le média Bultan News, conscient des limites de l'affichage des pasdarans, nuance ainsi : « L'accord avec l'Arabie saoudite résulte de l'union réaliste de la diplomatie de terrain de la diplomatie étrangère » alors que le ministère a en fait eu un rôle marginal dans les négociations, Media in Iran Say Military Power Brought About Saudi Rapprochement, Iran International, 17 mars 2023.

<sup>13</sup> Soleimani 'Architect Of Peace' With Saudi Arabia, Says Spokesman, Iran International, 16 mars 2023.

faire accepter aux Gardiens les concessions inévitables consenties par Téhéran.

## II. Un éclairage sur les centres de décision iraniens

La conclusion de ce rapprochement orchestré par Pékin a en effet mis en lumière le rôle clé dans cette négociation d'Ali Shamkhani, secrétaire du Conseil Suprême de la Sécurité nationale<sup>14</sup>. Il l'a conçue et en a strictement dirigé (avec la bénédiction du Guide) les débuts de sa mise en œuvre par son adjoint Amir Saeed Iravani, (devenu ensuite ambassadeur d'Iran à l'Onu, la délégation iranienne incluait également des représentants du ministère des Renseignements, du ministère des Affaires étrangères et du Conseil Suprême de la Sécurité nationale - les Gardiens de la Révolution étaient sans doute également représentés) qui a dialogué avec Khalid bin Ali al-Humaidan, directeur Général du Renseignement général saoudien pendant la médiation irakienne<sup>15</sup> avant de la prendre personnellement en main pendant la médiation chinoise. Ce faisant, son statut de grand architecte de la posture extérieure de la République islamique apparaît clairement. On l'avait déjà vu à l'œuvre dans la stratégie de « riposte graduée » après l'élimination du général Soleimani. Le Conseil Suprême de la Sécurité nationale est le lieu central de cette prise de décision, fonction prééminente qui lui a été réitérée après la fin de la présidence Rohani, le Guide ayant rappelé sèchement que le ministère des Affaires étrangères n'est plus qu'un exécutant. Le dossier saoudien est sa grande priorité. L'amiral Shamkhani en est le maître d'œuvre le mieux placé. Originaire de la province arabe iranienne du Khouzistan, il est arabophone. Surtout, comme l'ancien président Rafsandjani, il fut un des principaux artisans des rapprochements avec l'Arabie saoudite. De ce fait, il est le seul citoyen iranien à être décoré de la plus haute distinction saoudienne. Quant au ministre iranien des Affaires étrangères, longtemps chargé des dossiers arabes, il est aussi arabophone, ce qui est significatif.

## III. Riyad tire les leçons de sa vulnérabilité et du fiasco yéménite

Trois chocs ont bouleversé la posture régionale de l'Arabie saoudite. Le premier, avec l'éloignement des Émirats arabes unis de la coalition opérant contre les Houthis yéménites irréductibles, est que la tentative de mater ces derniers est un échec total malgré la débauche de matériel

---

<sup>14</sup> Voir ci-après : [https://en.wikipedia.org/wiki/Ali\\_Shamkhani](https://en.wikipedia.org/wiki/Ali_Shamkhani)

<sup>15</sup> Saeed Azimi, The Story Behind China's Role in the Iran-Saudi Deal, Commentary, The Stimson Center, 13 March 2023. <https://www.stimson.org/2023/the-story-behind-chinas-role-in-the-iran-saudi-deal/> Selon des sources iraniennes, les négociations auraient été pilotées par le Bureau du Guide et auraient abouti à un plan en 24 points. Il semblerait que les Chinois aient menacé de cesser de soutenir l'Iran si Téhéran ne change pas son comportement extérieur et imposé aux deux protagonistes de résoudre leur différend. Les iraniens ont convenu de cesser d'armer les Houthis et les saoudiens de ne plus se heurter à l'Iran en Syrie et en Irak. Riyad a indiqué prioriser son développement économique. Voir Saudi Arabia-Iran: Khamenei's office led talks and agreed to stop arming Houthis, say sources, Middle East Eye, 17 mars 2023.

et de personnels déployés. Les coûts sont considérables et l'humiliation est rude. Depuis, Riyad cherche à se dégager de ce borbier. Le second choc a été infligé le 14 septembre 2019 par des frappes iraniennes de missiles de croisière associées à des drones sur les raffineries d'Abqaiq et de Khurais. Le royaume a réalisé sa vulnérabilité. Le troisième choc est l'incertitude de la protection américaine découverte à cette occasion. Washington a considérablement augmenté son appui matériel, désormais assorti d'un accompagnement pour une mise à niveau des forces saoudiennes. Mais le doute est désormais installé, contraignant Riyad à s'adapter. L'Amérique veut aussi que les acteurs régionaux se prennent en mains. Le rapprochement sécuritaire avec Israël poussé par les États-Unis n'a pu aller jusqu'à une reconnaissance diplomatique en raison du dossier palestinien. Le roi tient beaucoup (mais Mohammed ben Salmane y est indifférent) à une solution à « deux États » respectant les droits des Palestiniens. Riyad conditionne son adhésion aux Accords d'Abraham à l'obtention de garanties américaines durables pour sa sécurité, à l'accord et l'assistance de Washington à son programme nucléaire civil. Le royaume n'a pas eu d'autre choix que de consentir à entamer des négociations avec l'Iran, d'abord avec une médiation omanaise puis irakienne. Malgré quelques progrès après cinq rounds de discussion, Bagdad n'a pas assez d'autorité pour amener Téhéran à conclure des engagements solides. Pékin, vrai poids lourd admis par les deux protagonistes, peut agir.

#### **IV. La Chine entre en scène, se pose en maître du jeu et réhausse son statut**

Le secret fut bien gardé. Les négociations traînant en longueur, Bagdad ne pouvant les accélérer, place à d'autres initiatives. Xi Jinping commence des consultations lors de son voyage en Arabie saoudite en décembre 2022 où « il fait part de son désir d'être un pont entre l'Arabie saoudite et l'Iran »<sup>16</sup>. Les autorités saoudiennes (en l'occurrence MBS) ont accueilli cette démarche avec beaucoup d'intérêt, considérant que « Pékin est dans une position unique pour exercer une influence inégalée dans le Golfe ». Ces consultations sont suivies par des conversations avec le président iranien lors de son déplacement à Pékin en février 2023. Au vu des progrès atteints, Ali Shamkhani et son homologue saoudien Mosead bin Mohammed Al-Aiban les poursuivent du 6 au 10 mars 2023, jusqu'à leur conclusion positive. La Chine, principal acheteur d'hydrocarbures iraniens, qui se fournit également en pétrole auprès des saoudiens en en devant le principal partenaire commercial du royaume, est en position idéale pour exercer une influence sur les deux rivaux.

Une des premières conséquences de cette percée est qu'elle renforce la relation bilatérale sino-iranienne, tout en confortant l'assise de Pékin non seulement en Arabie saoudite mais dans l'ensemble du Golfe. Pour l'Iran, la Chine s'est montrée un partenaire crédible sur un sujet majeur,

---

<sup>16</sup> Xi mediation offer spurred Iran deal talks, Saudi official, AFP/France 24, 15 mars 2023.

alors que l'on pouvait se demander si le fameux partenariat stratégique se concrétiserait. Ceci compense la modestie de sa substance. Ceci renforce l'orientation *go East* iranienne au détriment de la posture originelle « ni Est ni Ouest » et entraînera en Iran une crainte de dépendance excessive<sup>17</sup>. On comprend que cette convergence accrue contrarie les Américains, n'appréciant guère la complicité sino-saoudienne. Les premiers commentaires de Washington ne sont pas enthousiastes. L'Arabie saoudite ne peut être que satisfaite de cette aide chinoise dans un dossier délicat, et de cultiver des liens avec une Chine utile pour un certain équilibre face à Washington.

Le président chinois encaisse un autre bénéfice. En se posant en « honnête courtier » faiseur d'accords, « apaiseur » de tensions, il redore son blason par sa posture de diplomate responsable et efficace, qui contraste avec son attitude menaçante à l'égard de Taïwan et de plusieurs de ses voisins d'Asie du Sud-Est. L'image de puissance hégémonique aux ambitions sans limites est ainsi corrigée par celle d'interlocuteur indispensable. Bien que nous devions rester prudents, notons que Xi Jinping a testé dans cette initiative sa capacité de médiateur actif (« un réajustement de fond de la posture extérieure chinoise vers un rôle global plus proactif »<sup>18</sup>) qu'il avait refusée jusqu'ici d'endosser dans le conflit russo-ukrainien. Il trouve un certain avantage à laisser Poutine s'enliser pour profiter de la dépendance à laquelle la Russie se trouve ainsi contrainte. Si l'exercice entre Riyad et Téhéran parvient à se traduire dans les faits, ceci pourrait avoir des conséquences sur le déroulement du conflit russo-ukrainien. Wang Yi, ministre chinois des Affaires étrangères, a tenu à présenter l'accord passé avec Téhéran et Riyad comme une mise en œuvre<sup>19</sup> (la première) du plan général chinois « Global Security Initiative »<sup>20</sup> énonçant les grands principes de la vision de la Chine sur la sécurité mondiale, publié le 21 février 2023. On peut penser que Pékin sera tenté de prendre d'autres initiatives dans les conflits régionaux. Moscou ne peut que se réjouir de ce nouvel épisode qui renforce le poids de son allié, donc d'un certain « bloc » face aux États-Unis.

## V. Tests et dossiers régionaux

La crédibilité de ces nouvelles relations se jouera dans plusieurs dossiers. Le premier est le conflit du Yémen, une urgence. Le royaume y a beaucoup perdu et peut encore perdre beaucoup tandis que l'Iran y

---

<sup>17</sup> Les relations sino-iraniennes ne sont pas exemptes de nuages, contrairement à ce que les commentaires euphoriques après l'accord tripartites laissent croire : Saeed Aazimi, Iran 's special relationship with China Beset by 'Special Issues', Bourse & Bazaar, 16 février 2023. Disponible ici : <https://www.bourseandbazaar.com/articles/2023/2/16/special-issues-on-the-agenda-as-irans-raisi-visits-beijing>

<sup>18</sup> Cet épisode va au-delà du seul dossier irano-saoudien. Voir : Mehran Haghirian & Jacopo Scita, The Broader Context Behind China's Mediation Between Iran and Saudi Arabia, The Diplomat, 14 mars 2023.

<sup>19</sup> Wang Yi, Saudi Iranian Dialogue in Beijing is a Victory for Peace, 10 mars 2023. Disponible ici : [http://ph.china-embassy.gov.cn/eng/chinew/202303/t20230313\\_11039691.htm](http://ph.china-embassy.gov.cn/eng/chinew/202303/t20230313_11039691.htm)

<sup>20</sup> Ce texte reprend des idées chinoises déjà présentées par ailleurs. Disponible ici : [https://www.fmprc.gov.cn/mfa\\_eng/wjbxw/202302/t20230221\\_11028348.html](https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/wjbxw/202302/t20230221_11028348.html) Pour une analyse, voir : <https://blog.prif.org/2023/03/02/chinas-new-global-security-initiative-a-rising-power-spreads-its-wings/>

a beaucoup gagné (à très peu de frais). En février 2018 Zarif, alors ministre iranien des Affaires étrangères, interrogé par un journaliste candide sur l'intérêt stratégique du Yémen pour Téhéran, répond : « aucun »<sup>21</sup>. C'est un efficace outil de pression et de nuisance qui a montré à tous la grande vulnérabilité saoudienne. Ceci acquis, l'Iran peut se permettre de chercher un compromis dont les termes sont déjà connus et faciliter la recherche d'un cessez-le-feu en concertation avec l'Onu. Riyad et Téhéran<sup>22</sup> ont convenu de poursuivre les efforts pour permettre de faire progresser les décisions déjà convenues entre l'Arabie saoudite et Sanaa et de s'appuyer sur elles pour parvenir à mettre un terme au conflit. Un autre dossier devrait profiter du contexte actuel : la Syrie. Plusieurs pays de la région (dont les Émirats) ont entamé un rapprochement avec Damas au nom du réalisme. Riyad est encore réservé mais ne s'y oppose pas. Si Téhéran et Moscou font des ouvertures pour la recherche d'une solution politique à la crise syrienne, le royaume pourrait (prudemment) s'y intéresser. De même, iraniens et saoudiens pourraient contribuer à la recherche de remèdes au chaos libanais, avec l'aide de Washington et de Pékin. Le nouveau dialogue entre la Turquie et l'Arabie saoudite<sup>23</sup> pourrait aussi diminuer d'autres sources de tension. Téhéran a besoin de Riyad pour convaincre Ankara d'une meilleure concertation sur les théâtres irakien et syrien. Les positions iraniennes, turques, et saoudiennes sont encore éloignées. La recherche de la stabilisation de l'Irak sera certainement un thème important des futures conversations entre l'Iran et le royaume. Bagdad (remercié pour sa contribution) a salué « l'ouverture d'une nouvelle page » entre ces deux pays. Notons l'intérêt marqué de Pékin pour l'Irak, où la Chine joue ses propres cartes.

Enfin, quelques « sujets qui fâchent » testeront le futur de cette réconciliation : l'appui saoudien à la chaîne *Iran International* obligée de déménager de Londres en Amérique après les menaces d'attentats iraniens contre elle, et le soutien visible de personnalités du royaume au groupe des Moudjahidines du Peuple (alias MKO/ MEK, Conseil national de la résistance iranienne) qui se sont affichées à ses rassemblements de Villepinte. L'Iran est accusé d'avoir tenté une opération terroriste contre eux. Assadollah Assadi, un diplomate iranien a été condamné le 4 février 2021 par la justice belge à vingt ans de prison pour avoir projeté un attentat qui devait viser le rassemblement d'opposants au régime de Téhéran, à Villepinte, en juin 2018. Ce sujet est très sensible et pour les décideurs iraniens le « lâchage » de ce groupe sera un test des engagements saoudiens. De façon générale, les compromis en vue du rétablissement des relations diplomatiques entre le royaume et son voisin ne « résoudre pas tous les problèmes

---

<sup>21</sup>The FRONTLINE Interview, Mohamad Javad Zarif, 20 février 2018. Disponible ici : <https://www.pbs.org/wgbh/frontline/article/the-frontline-interview-mohammad-javad-zarif/> Ceci dément l'intention prêtée aux pasdarans d'instaurer un axe chiite Téhéran-Bagdad-Beyrouth-Sanaa, avancée par Renaud Girard dans Ryad-Téhéran : la percée diplomatique chinoise, Le Figaro, 14 mars 2023. Les ambitions iraniennes sont bien plus d'ordre géopolitique que religieuses (quand bien même celles-ci ne seraient pas absentes).

<sup>22</sup> Iran says normalisation with Saudi Arabia will help end war in Yemen, AlArabiya, 12 mars 2023.

<sup>23</sup> How Turkey may turn Iranian-Saudi normalization into win-win, Amwaj.media, 16 mars 2023.

bilatéraux », comme a tenu à le rappeler le Prince Faisal bin Farhan, ministre saoudien des Affaires étrangères<sup>24</sup>. Les commentateurs saoudiens, au diapason, soulignent que le comportement de la République islamique sera surveillé de près pendant la période intérimaire de deux mois précédant l'ouverture effective des représentations diplomatiques<sup>25</sup> et très certainement aussi après cette dernière.

## VI. Contrariétés

L'accord tripartite a-t-il pris Washington par surprise ? Le secret est la condition du succès. Surtout, l'affichage spectaculaire du succès de la médiation chinoise et la non-implication des États-Unis pourraient être vus comme une forme de recul de l'influence américaine. C'est toutefois oublier que la prise en mains des acteurs régionaux de leur propre sécurité (assortie d'amples fournitures militaires) est l'un des axes de la politique américaine, définie dans la feuille de route déployée par Jake Sullivan en 2020<sup>26</sup> avant l'élection de Biden. Elle prévoit que ceux-ci doivent lancer des concertations informelles et des mesures de confiance sans participation de l'Amérique qui jouerait un simple rôle de facilitateur. Dans un second temps, Israël serait invité à s'y joindre. Nous sommes en présence d'une telle démarche mais c'est Pékin au lieu de Washington qui est le facilitateur. L'annonce de la réconciliation irano-saoudienne a été fraîchement accueillie à Washington par un satisfecit minimal assorti de doutes sur son sérieux, de fortes réserves et rappels<sup>27</sup>. Au Congrès, des voix ont déploré la « marginalisation » américaine. Il est vrai que l'on constate une volonté saoudienne d'autonomiser sa diplomatie par rapport à une « tutelle américaine ». D'autres « amis » (russes, chinois) sont disponibles et surtout intéressés à y placer leurs pions pour accroître leurs rapports de force. Principal partenaire commercial du royaume, Pékin est bien placé mais Riyad n'entend pas devenir un aligné de la Chine. Le ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Faisal bin Farhan al-Saud, a rappelé que son pays agirait « selon ses intérêts » et les regardera « à l'ouest et à l'est ».

---

<sup>24</sup> Saudi FM : Agreement with Iran doesn't translate to resolving all differences, AlArabiya, 13 mars 2013.

<sup>25</sup> Iran's behaviour will be under microscope in coming months, say Saudi columnists, Reuters, 12 mars 2023.

<sup>26</sup> Daniel Benaim and Jake Sullivan, "America's Opportunity in the Middle East: Diplomacy Could Succeed Where Military Force Has Failed," *Foreign Affairs*, May 22, 2020. Voir aussi : [https://csis-website-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/event/201123\\_Alterman\\_Jake\\_Sullivan\\_Grand\\_Strategy\\_0.pdf](https://csis-website-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/event/201123_Alterman_Jake_Sullivan_Grand_Strategy_0.pdf)

<sup>27</sup> Les réactions officielles américaines (commentaires minimaux et peu enthousiastes de John Kirby, Sarah Leaf) se contentent de prendre acte de l'accord, s'emploient à en minimiser la portée (insistant notamment sur le fait que les négociations ont été entamées dans d'autres cadres sans l'égide de Pékin), et émettent de sérieux doutes sur la concrétisation des engagements iraniens. Voir : Nahal Toosi & Phelim Kine, U.S. officials project calm as China stuns world with Iran-Saudi-deal, Politico, 13 mars 2023 ; et Laura Rozen, Top US diplomat : We encouraged Gulf allies to talk with Iran, Diplomatic, 15 mars 2023.

C'est en Israël que la pilule est amère. Les dirigeants israéliens ne peuvent dissimuler leur surprise<sup>28</sup> et leur rancœur<sup>29</sup>. Un membre de l'administration accuse Washington de « faiblesse à l'égard de l'Iran », qui encouragerait l'Arabie saoudite à « regarder ailleurs »<sup>30</sup>, en quelque sorte d'autres pistes, d'autres interlocuteurs. Une vive polémique<sup>31</sup> s'est ouverte entre Netanyahu et ses opposants sévèrement critiques contre ce qu'ils considèrent comme un fiasco du premier ministre décrit comme responsable d'un « désastre ». Celui-ci a sans doute négligé le fait qu'un affrontement militaire entre Israël et l'Iran mettrait gravement en péril la sécurité du royaume - et de ses voisins du Golfe - qui subiront eux aussi des représailles iraniennes s'ils paraissent associés à une action israélienne. Leur proximité géographique les expose directement, d'où l'urgence d'une certaine détente avec Téhéran. En sus, le rapprochement saoudo-iranien est aussi un message adressé à Netanyahu ainsi invité à ne pas être le pyromane du Moyen-Orient. Certes, un responsable israélien (anonyme) a prétendu que ceci « n'aura pas d'impact » sur les perspectives de relations israélo-saoudiennes. En réalité, le rapprochement entre Riyad et Téhéran complique son objectif de front « contre la menace que font peser les progrès du programme nucléaire iranien et son activisme régional » via les Accords d'Abraham et une coopération sécuritaire. Dans ce cadre Israël avait affiché avec Washington des préparatifs de frappes (deux exercices conjoints avec des avions ravitailleurs américains) contre l'Iran, multiplié les déclarations menaçantes et reçu des encouragements (imprudents) de Washington pour l'interdiction de toute bombe atomique iranienne « par tous les moyens »<sup>32</sup>. Lors de sa récente visite en Europe, le Premier ministre israélien a clamé à ses interlocuteurs allemands qu'Israël n'hésitera pas à frapper seul l'Iran s'il l'estime nécessaire<sup>33</sup>. Par l'accord conclu avec Téhéran, l'Arabie saoudite signifie à Israël une modification stratégique dont il est encore tôt pour mesurer l'ampleur mais dont les conséquences commencent déjà à apparaître à travers quelques signaux. Ainsi, la visite d'Eli Cohen, ministre israélien des Affaires étrangères, prévue pour le 19 mars 2023 a été annulée, sa présence n'étant plus souhaitée. Le désaveu

---

<sup>28</sup> Un fonctionnaire (anonyme) accompagnant Netanyahu en voyage n'a pourtant pas hésité à prétendre que les autorités israéliennes n'ont pas été surprises mais qu'elles étaient depuis longtemps au courant des négociations saoudo-iraniennes : Israeli Official Says Netanyahu Knew About Iran-Saudi Talks, Iran International, 11 mars 2023. Signe de malaise, le même ajoute qu'en cas de décision d'attaquer les sites nucléaires iraniens, Israël « ne dépend de personne ni n'attend la permission de quiconque », mais serait heureux du soutien politique et militaire des Etats-Unis et de l'appui des pays européens.

<sup>29</sup> Patrick Kingsley, Saudi Deal With Iran Surprises Israel and Jolts Netanyahu, The New York Times, 10 mars 2023.

<sup>30</sup> Barak Ravid, Senior Israeli official : Saudi-Iran deal result of U.S. « weakness » on Tehran, Axios, 10 mars 2023.

<sup>31</sup> Les déclarations des anciens Premiers ministres Yair Lapid et Naftali Bennett ont suscité de vives réactions de son successeur qui rend ces derniers responsables de la position de faiblesse d'Israël tandis que Lapid blâme Netanyahu pour avoir dégradé les relations du pays avec Washington : Rina Bassist, Israeli leaders trade accusations over Saudi-Iran rapprochement via China, Al-Monitor, 10 mars 2023.

<sup>32</sup> Plusieurs déclarations incitent Israël à recourir à l'option militaire, citées par Trita Parsi, By caving to Israel, Biden opens the door to war, Responsible Statecraft, 21 février 2023 ; <https://responsiblestatecraft.org/2023/02/21/by-caving-to-israel-biden-opens-the-door-to-war/>

<sup>33</sup> Israeli Premier's Meetings In Europe Are A Message For Iran, Iran International, 17 mars 2023.

porté à Israël par le rapprochement irano-saoudien susceptible de créer de nouvelles relations entre l'Iran et les pays du Golfe met à mal la stratégie de l'État hébreu qui croyait que l'isolement de l'Iran accablé de sanctions faisait la force d'un bloc contre lui. Le nouveau paysage stratégique place Netanyahu en position de relative faiblesse (y compris vu le nombre d'encouragements au dialogue entre le royaume et la République islamique). Autre symptôme : les Émirats envisageraient de renoncer (provisoirement ?) à un achat d'armements auprès d'Israël, une décision liée, selon certains médias israéliens, à la « situation intérieure israélienne ». Cette coïncidence a un parfum d'avertissement<sup>34</sup>. Or, la veille de l'accord signé à Pékin, les Émirats convenaient avec l'Iran de renforcer leur coopération dans le domaine de l'aviation. Le 16 mars, Ali Shamkhani, accompagné de Reza Farzin, gouverneur de la Banque centrale d'Iran, a rencontré Mohammad bin Zayed, et Tahaoun bin Zayed al Nahian, conseiller de l'émir pour la sécurité nationale, pour discuter aussi bien de sécurité régionale<sup>35</sup> que de coopération monétaire, bancaire et des mécanismes de devises, pour faciliter les transactions dans le contexte des sanctions. C'est la première visite de ce niveau aux Émirats depuis Ahmadinejad. La question d'une invitation à Téhéran pour le président iranien<sup>36</sup> a sans doute été évoquée dans le cadre du réchauffement des relations bilatérales.

L'Arabie saoudite a donc fait comprendre à Netanyahu qu'Israël n'est pas (ou n'est plus ?) un partenaire exclusif dans le cadre d'un « front » sécuritaire. Selon l'analyste saoudien Aziz Alghashian, « l'Arabie saoudite a priorisé un rapprochement avec l'Iran par rapport à un rapprochement déclaré avec Israël »<sup>37</sup> ce qui, selon lui, ne signifie pas pour autant que des relations paisibles avec Israël vont s'interrompre ; mais à présent, « la relation avec l'Iran est une variable qui fait partie du calcul ». Un autre commentateur, Nicholas Heras, ajoute : « l'Arabie saoudite, qui est lourdement courtisée par Israël, vient (...) d'envoyer un gros signal au gouvernement israélien (...) : les israéliens ne peuvent pas compter sur Riyad pour appuyer une action militaire israélienne contre l'Iran nulle part dans la région ». Certaines voix expertes commencent à sommer l'exécutif de procéder à une révision complète des options à l'égard de l'Iran. Ephraim Halevy, ancien chef du Mossad, a appelé le pouvoir à réfléchir sérieusement à la possibilité d'un rapprochement avec l'Iran. Il estime qu'Israël doit comprendre que c'est l'attitude de l'État hébreu qui a poussé l'Iran vers le royaume. Il suggère d'explorer la piste d'un rapprochement de façon confidentielle et de tirer les leçons de l'approche chinoise (« format chinois ») pour traiter le conflit israélo-iranien<sup>38</sup>. Il rappelle « qu'il n'y

<sup>34</sup> Ces épisodes sont le reflet très partiel d'une modification en cours du paysage stratégique régional consécutif à l'accord saoudo-iranien. Voir : James Dorsey, Saudi Iranian détente potentially sparks paradigm shifts, *The Turbulent World of Middle East Soccer*, 16 mars 2023.

<sup>35</sup> Shamkhani insists on 'collective regional security' in UAE, *Tehran Times*, 17 mars 2023.

<sup>36</sup> Inside story : After deal with Saudi Arabia, top Iranian security official 'due in UAE', *Amwaj.media*, 15 mars 2023.

<sup>37</sup> Saudi-Iran backthrough adds new twist to Israel's Arab outreach, *Al-Monitor*, 11 mars 2023.

<sup>38</sup> Elis Gjevori, Israel :Former Mossad chief urges rapprochement with Iran, *Middle East Eye*, 16 mars 2023.

a pas de frontière entre les deux pays, pas de différend territorial et qu'il y avait une très, très bonne relation sous le régime précédent du Shah » tout en précisant « qu'il n'y a pas de véritable conflit d'intérêt entre Israël et l'Iran ». Il convient de préciser que cette déclaration, bien qu'isolée, reflète (aux côtés d'autres symptômes très discrets tels que des séminaires fermés strictement confidentiels) l'existence de réévaluations dans des cercles de réflexion stratégiques où l'on commence à comprendre que l'impasse actuelle est dangereuse et porte en elle le risque d'une conflictualité ouverte. Ce constat est une invitation à « penser différemment ». Il faut espérer que cet appel soit entendu par l'exécutif malgré les pressions extrémistes internes.

En outre, le 9 mars 2023, le *Wall Street Journal* a indiqué que l'Arabie saoudite a posé des conditions délicates à toute reconnaissance diplomatique d'Israël. Le *New York Times* a révélé que des échanges de vues préalables avaient eu lieu avec des membres du *Washington Institute for Near East Policy*<sup>39</sup>. Il est vrai que Washington est pressé d'obtenir ce geste, Riyad beaucoup moins. Les deux principales exigences du royaume sont d'obtenir une coopération américaine pour le programme nucléaire civil saoudien<sup>40</sup>, et un renforcement considérable de l'appui américain à la défense saoudienne impliquant un système de garanties pour éviter que les futures administrations se retirent des accords de fourniture d'armements en vigueur. L'Arabie saoudite (qui attend le retour d'un Républicain à la Maison-Blanche) est consciente de ce que le Congrès américain est opposé au renforcement d'une coopération avec le royaume. Les épisodes de violence générés sous le gouvernement Netanyahu dissuadent de tout accord avec lui. Surtout, il n'est pas question pour Riyad de normaliser des relations avec Israël tant qu'un État palestinien ne pourra exister de façon autonome et viable. Le prince Turki al-Faisal, ancien chef des services de renseignement saoudiens, l'a répété : il faut « la création d'un État palestinien souverain avec des frontières reconnues et Jérusalem comme capitale, et le retour des réfugiés Palestiniens »<sup>41</sup>. Il tient à préciser que ce n'est pas une opinion personnelle mais la position officielle de l'État. Ceci résonne comme une mise au point du vieux roi face à la tentation chez MBS de l'abandonner sous l'influence de Jared Kushner, le gendre de Trump. C'est l'Initiative de paix arabe dont

---

<sup>39</sup> Saudi Arabia seeks US security guarantees, nuclear assistance in return for Israel normalization, *The Middle East Monitor*, 12 mars 2023.

<sup>40</sup> Un responsable d'un *think tank* aurait assuré lors d'une audition au Congrès que Riyad s'engagerait à ne pas développer de programme nucléaire militaire si l'Amérique soutient le programme nucléaire civil saoudien. Robert Greenway, directeur exécutif de l'*Abraham Accords Institute* (fondé par Jared Kushner), qui milite pour l'adhésion à l'Accord d'Abraham, a déclaré que l'Arabie saoudite refuse les « standards » qu'on veut lui imposer. Voir : Saudi Arabia likely to agree to nuclear curbs if US gives backing, *Congress told* ; *Middle East Eye*, 10 mars 2023. Il faut savoir que Trump avait échoué à persuader le Congrès d'autoriser des exportations de technologies nucléaires potentiellement proliférantes à l'Arabie saoudite qui refusait qu'on lui impose les *gold standards* (règles anti prolifération) que les Emirats avaient acceptées. Une autorisation secrète avait été consentie à six entreprises américaines. Voir : Victor Gilinsky and Henry Sokolsky, *The Non-proliferation Gold Standard : The New Normal ? Arms Control Today*, octobre 2019. Voir aussi : Viet Phuong Nguyen, *Decoding the US « secret authorizations » to sell nuclear technology to Saudi Arabia*, *Bulletin of the Atomic Scientist*, 10 septembre 2019. <https://thebulletin.org/2019/09/decoding-the-us-secret-authorizations-to-sell-nuclear-technology-to-saudi-arabia>.

<sup>41</sup> Saudi Arabia sticks to Arab Initiative in drive for ties with Israel, *The Middle East Monitor*, 16 mars 2023.

Netanyahu - comme ses prédécesseurs - ne veut pas entendre parler<sup>42</sup>. Autant dire que le jeune prince saoudien n'est pas près de voir l'Arabie saoudite ouvrir une ambassade à Tel-Aviv et signer les accords d'Abraham.

## VII. Les fruits de l'arbre ?

*In fine*, alors que le contenu précis des accords découlant du texte signé le 10 mars 2023 n'est pas connu et que les parties à l'accord devront en affiner les détails, cet épisode pourrait marquer un bouleversement stratégique régional<sup>43</sup> et enclencher un processus global de diminution des tensions<sup>44</sup>. Nous remarquons que l'administration américaine insistait dans un passé récent pour que tout accord de retour au JCPOA soit accompagné d'un autre accord de changement d'attitude et d'activités de l'Iran au Moyen-Orient. Ce qui vient d'être signé pourrait en constituer les prémices. Bien sûr, ce compromis est, tant qu'il ne connaît pas d'application significative, encore fragile, et même s'il entre en vigueur, reste exposé à maints aléas<sup>45</sup>. Les perspectives esquissées dans cet article sont encore incertaines mais représentent un des rares espoirs de détente dans une région troublée. Enfin, il sera remarqué que l'Europe, qui se félicite de cette initiative qu'elle encourage, n'y a pas été impliquée<sup>46</sup>, tout comme les États-Unis. Les EU3 (France, Allemagne, Angleterre) avaient encore une fois poussé à l'adoption d'une résolution (écartée) blâmant l'Iran au Conseil des Gouverneurs de l'AIEA, malgré les réserves de Washington dont ce trio gêne les négociations secrètes. Cette surenchère maximaliste où Paris<sup>47</sup> et Berlin rivalisent d'ardeur les prive de légitimité pour être audibles au Moyen-Orient. On ne peut que constater cette marginalisation de la France et de l'Allemagne sur des

---

<sup>42</sup> To normalize with Israel, Saudis want US okay for civil nuclear program-diplomat, The Times of Israel, 9 mars 2023.

<sup>43</sup> La Chine songe déjà à organiser un sommet régional entre l'Iran et les six membres du Conseil de Coopération du Golfe : China plans new ME summit with Iran's participation, Mehr News, 12 mars 2023.

<sup>44</sup> On en perçoit les prémices via l'évolution discrète de certaines positions : Exclusive : Bahrein, Iran held 'low-profile exchanges' amid Iranian-Saudi détente, Amwaj.media, 14 mars 2023.

<sup>45</sup> Selon le site réformateur Fararu, des obstacles demeurent sur la voie de la pacification des relations saoudo-iraniennes, parmi lesquels les incertitudes pesant sur l'avenir du JCPOA (l'Accord nucléaire du 14 juillet 2015 dont Trump s'est retiré), le poids des accords d'Abraham, l'instabilité intérieure en Iran : Is bin Salman's big peace with Iran on the way ? fararu, traduit du persan, 14 mars 2023.

<sup>46</sup> Eldar Mamedov, Saudi-Iran deal exposes EU's waning Middle East influence, Responsible Statecraft, 14 mars 2023.

<sup>47</sup> Exemples : soutien aux démarches « révolutionnaires » des femmes et des opposants : <https://www.iranintl.com/en/202302174992>, pressions pour faire voter une résolution blâmant l'Iran au Conseil des Gouverneurs de l'AIEA : [https://www.connaissancedesenergies.org/afp/nucleaire-paris-denonce-la-trajectoire-tres-preoccupante-de-liran-230302?utm\\_source=newsletter&utm\\_medium=fil-info-energies&utm\\_campaign=newsletter/cde-aujourd'hui-2-mars-2023](https://www.connaissancedesenergies.org/afp/nucleaire-paris-denonce-la-trajectoire-tres-preoccupante-de-liran-230302?utm_source=newsletter&utm_medium=fil-info-energies&utm_campaign=newsletter/cde-aujourd'hui-2-mars-2023) ; sur la portée du divorce franco-iranien, voir Michel Makinsky, *France-Iran, divorce par aveuglement mutuel ?*, Institut d'études de géopolitique appliquée, 19 octobre 2022. Disponible ici : <https://www.institut-ega.org/l/france-iran-divorce-par-aveuglement-mutuel/> La posture « ferme » de la France exaspère visiblement Téhéran. Ceci complique beaucoup les possibilités de libération des citoyens français détenus en Iran : Iran lashes out at France as efforts to release French prisoners stall, Al-Monitor, 13 mars 2023.

dossiers où les deux têtes de file de l'Union européenne pourraient agir utilement. Un des points majeurs à suivre désormais de très près est l'évaluation d'un nouveau statut international de la Chine comme puissance médiatrice. Celle-ci va-t-elle s'engager dans un tel rôle dans le conflit russo-ukrainien ? Elle s'y était refusée, se contentant de dispenser des conseils amicaux à Poutine et à le laisser s'enliser pour tirer profit de la dépendance russe à l'égard de Pékin. Le statut de « paria » du maître du Kremlin, gênant, pourrait amener Xi Jin Pin à tirer profit d'une situation en pleine évolution.

Il sera enfin noté que le président iranien Raïssi a accepté l'invitation du souverain saoudien à se rendre en visite en Arabie saoudite. Le roi a appelé à « une coopération économique/régionale forte », selon le communiqué officiel de la présidence iranienne. Cela constitue un tournant et représente un signal important. Cette rencontre importante va requérir une méticuleuse préparation.





# Institut EGA

---

Institut d'études de géopolitique appliquée

121 rue du Vieux Pont de Sèvres

92100 BOULOGNE-BILLANCOURT

Tél. +33 3 85 51 27 78

[www.institut-ega.org](http://www.institut-ega.org)

ISSN 2739-3283

En libre accès

Dépôt légal : Mars 2023

Tous droits réservés

Imprimé en France